

LES VEILLÉES

DU

PÈRE BONSENS

Seconde Série.

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

No. 5.

ANNONCES.

Les Veillées du Père Bonsens se vendent 3 cents par livraison. Les personnes de la campagne ou de la ville qui désireraient recevoir cette publication à domicile pourront adresser à l'éditeur propriétaire, N. AUBIN tiroir No. 36, bureau de poste, ou au No. 87 rue St. Jacques, Montréal, une somme quelconque et il leur sera adressé des livraisons jusqu'à ce que le montant ait été épuisé. L'envoi équivaudra à un reçu.

A la ville, le journal est à vendre dans tous les dépôts et par les porteurs de journaux.

Vente en gros au No. 87, rue St. Jacques.

AUX INVENTEURS.

On se charge à ce bureau de tout ce qui a rapport à la demande de brevets pour le Canada et les Etats-Unis. On prépare les spécifications, dessins, modèles, etc., et négocie la vente d'inventions ici ou à l'étranger. S'adresser par lettre ou personnellement à N. AUBIN, 409 rue Craig.

TROISIÈME ENTRETIEN.

NOVEMBRE 1873.

(Suite.)

Où nous retrouvons quelques anciennes voisines qui ne parlent pas toutes à la fois.

—Où le père Bonsens continue à sa manière l'exposé de l'affaire du Pacifique, ce qui fournit à un vieux patriote l'occasion de se réjouir, d'approuver les ministres, de se livrer à des prédictions et de donner des conseils que beaucoup de conseillers feraient bien de suivre.— Encore un bout d'histoire d'autrefois qui ne ressemble pas à l'histoire contemporaine.—Où Languille raconte ce qui lui advint pour avoir voulu nager entre deux eaux.—Où Quenoche lui démontre que franchise vaut parfois mieux que finesse.—Où l'on découvrira peut-être des choses que nul ne sait encore.

De Grosmont.—Pardonnez, Mademoiselle Jacqueline, c'est uniquement par suite des égards qu'on doit aux dames en

général et à la maîtresse de la maison en particulier, que je ne pouvais me permettre de vous interrompre. Je puis vous paraître taciturne, peu communicatif, parfois ; mais je vous assure qu'il n'en est rien au fond. Comme presque tous les vieillards qui, au contraire, aiment à parler, surtout du passé, peut-être parce que cela leur fournit l'occasion de censurer le présent, je n'ai pas de plus grand plaisir que celui de la conversation et.....

Jacqueline.—C'est absolument comme moi, mon cher monsieur de Grosmont. Tenez, le croiriez-vous, quand je suis seule et que le silence règne autour de moi, cela me fait peur, pour ainsi dire ; aussi pour chasser les pensées sombres qui me viennent alors je parle toute seule. Je parle à mes meubles, à mon ouvrage, à mon chat, qui vient se frotter contre moi, à mes ustensiles qui semblent me regarder de leurs yeux brillants quand je les ai bien frottés, de ma vaisselle que je traite de bête si elle se casse lorsque je la laisse tomber. Le jour, ça va encore assez bien, car alors je fais la conversation avec mes moutons, avec mes vaches, avec mon cheval qui vient quelquefois fourrer son nez de ve-lours dans ma cuisine. Je lui donne un morceau de pain en lui disant : Tiens, prends et va-t'en gros quêteux. Il le saisit délicatement du bout de ses lèvres puis il part en m'envoyant de loin quelques joyeuses ruades. Allez toutes ces bêtes-là ça m'écoute, ça me comprend j'en suis sûr...

De Grosmont (riant.)—Et ça ne vous interrompt point. Pas plus que moi. Cela ne me surprend pas le moins du monde ; on a tant de plaisir à vous entendre, Mademoiselle.....

Jacqueline.—Oh ! Monsieur de Grosmont, arrêtez, vous êtes flatteur, ou plutôt vous êtes moqueur. Et pourrait-on vous demander, sans être trop curieuse, où vous avez passé toute votre grande journée ?

Pensez-y donc ; vous êtes parti depuis le matin et il a fallu presque la nuit pour vous ramener. Je voulais vous attendre pour dîner, mais Bonsens m'a dit de n'en rien faire : que vous n'aimiez pas vous astreindre à des heures fixes et que vous trouveriez bien à casser une croûte dans la première maison venue. Voyons, contez moi donc votre promenade ; j'aimerais tant à savoir ce que vous pensez de notre paroisse et des gens que vous y avez rencontrés ?

De Grosmont.—Eh ! que vous dirai-je. En ce moment de l'année la campagne a, selon moi, son plus triste aspect. Les champs ont perdu l'apparence de richesse et de vie que leur donnaient les récoltes qui occupaient tous les bras. Les arbres semblent honteux de se voir dépouillés de leur feuillage. Les animaux se groupent ensemble tout frileux pour mieux saisir les derniers rayons du soleil. Les habitations elles-mêmes n'ont pas encore cet air de confort qu'elles prennent lorsque, soigneusement closes contre les frimats, la fumée endoyante qui s'en élève vers le ciel et le givre qui blanchit les vitraux témoignent du bien être comparatif dont.....

Jacqueline.—Oui tout est encore à l'abandon. Les chassis sont dépendus, les cuves sont sur les marches des escaliers les rideaux sur les clôtures, les poêles pas encore montés ; nos femmes, voyez-vous, sont encore à leur grand ménage. J'ai beau leur dire qu'elles attendent toujours trop tard. Comme si elles ne pouvaient pas profiter encore du beau temps. Ce n'est pas pour me vanter, mais il n'y a pas de danger que les froids me surprennent. Mais enfin où avez-vous donc diné ? Vous a-t-on offert au moins quelque chose de présentable ? J'en doute. Il y a tant de gens qui pourraient bien manger et qui ne le font pas. Ils se mettent tout sur le dos, et vis comme tu pourras. Il me semble, si je ne me trompe, que je vous ai vu sortir de chez notre quatrième voisin, de la grosse maison à la longue galerie et qui a trois rangs de lucarnes, à la vieille façon ; c'est chez les Armandin. De bien bonnes gens qui ont mené gros train autrefois : mais les temps sont bien changés, pour eux comme pour beaucoup d'autres. Vous avez dû voir madame Armandin la jeune : bonne personne ; très instruite, un peu gesteuse par exemple, mais bon cœur. Elle ne dit jamais de mal des autres. Je n'en dirais pas autant de la bonne femme Armandin. Oh !

pour celle-là ceux qu'elle repasse ne sont pas blancs et elle repasse tout le monde. Moi même je n'en suis pas exempte ; mais enfin je ne voudrais pas en dire de mal, monsieur de Grosmont ; car, voyez-vous, nous sommes de très bonnes amies ces dames et moi. Si ce n'est pas être trop curieuse, pourrai-je vous demander qui vous avez rencontré là, j'ai cru m'apercevoir qu'il y avait du monde. D'abord vous n'avez pas dû voir monsieur Armandin le jeune. Il est parti hier de grand matin, dans sa voiture neuve. Son cheval luisait comme de la soie et avait un harnais tout frais verni. Ah ! que je me disais, voilà les Armandin jeunes qui vont en promenade..., je guettais pour voir si la petite dame aurait son chapeau neuf et son... comment appellent-ils ça... ils ont des noms à présent... son créchienne binde ; mais non, elle n'est pas sortie et il est parti seul. Il n'est pas encore venu... à moins qu'il ne soit rentré pendant la nuit... mais je ne l'ai pas encore aperçu. Où peut-il bien être allé ? Ce n'est pas que je veuille dire qu'il se dérange... Mais je prends tant d'intérêt à sa chère petite dame, voyez-vous. L'attend-on dans la journée ?

De Grosmont.—Eh ! mon dieu, mamzelle Jacqueline, je serais fort en peine de vous le dire. D'abord je n'ai questionné là-dessus personne, ne sachant pas qu'il y avait un Armandin jeune ou vieux. J'ai tout simplement vu de beaux petits enfants qui jouaient à la porte. Je suis entré en conversation avec eux selon mon habitude et j'ai été charmé de leurs réponses naïves et polies. Voyez-vous, mamzelle Jacqueline, je juge dès le premier abord de l'intelligence et des manières des chefs d'une famille d'après le langage des enfants qui, naturellement, est l'écho de celui des parents.

Jacqueline.—C'est justement ce que je dis toujours. Et comment avez-vous trouvé la jeune dame ? Charmante, n'est-ce pas, comme je vous disais ?

De Grosmont.—J'ai trouvé tout le monde très bien. Du reste je me suis pas occupé d'en savoir plus long sur leur compte. J'ai rencontré, comme j'arrivais, des hommes des environs venus là pour quelque affaire.

Jacqueline.—Quelqu'affaire dites-vous ? Eh ! que pourrait-ce bien être ?

De Grosmont.—Je l'ignore complètement n'y étant pas intéressé. En attendant le maître de la maison nous avons par-

lé du temps, de la récolte, de l'espèce d'hiver qu'on pourrait avoir ; enfin, après avoir épuisé ces sujets inévitables d'entretien, je fis à mes interlocuteurs quelques questions sur la politique ; car au fond c'était bien là l'objet véritable de ma visite. Hélas, mademoiselle, je découvris bientôt que ces braves gens n'étaient guère au fait des questions importantes qui devraient attirer l'attention publique. Croiriez-vous que quand j'entamai les sujets de Manitoba et du Pacifique afin de connaître leur idée là-dessus ils me demandèrent si c'étaient des chevaux de carrosse ou des trotteurs ! Ils n'en avaient entendu parler, disaient-ils, qu'à travers les branches et sans trop savoir ce dont il s'agissait. Et pourtant ces hommes-là n'étaient point dépourvus d'intelligence sur tout ce qui a rapport à leurs vocations respectives, mais en dehors de cela j'ai pu m'apercevoir qu'ils n'allaient point au delà.

Jacqueline.—C'est signe qu'ils ne sont pas de nos gens, car s'ils fréquentaient mon frère ils en auraient du Pacifique et de l'autre affaire par dessus les oreilles. Je sais bien que quant à moi ça commence à m'agacer les nerfs. Comme si l'on ne pouvait pas parler d'autre chose !

De Grosmont.—Je crus m'apercevoir pourtant, d'après les questions que je lui fis, que sous quelques rapports, il y avait progrès ; que l'éducation primaire commençait à se répandre plus qu'autrefois ; que la plupart des jeunes gens et toutes les femmes savent lire, écrire, chiffrer mais qu'une fois ces connaissances préliminaires acquises ou en perdait bientôt le fruit faute d'exercice. Je demandai quels livres on lisait habituellement et ne reçus que des réponses d'un vague désespérant ; quand j'abordai le sujet des journaux oh ! alors, je vis que j'inspirais une véritable terreur. Et pourtant, mademoiselle, la lecture des gazettes, n'est-elle pas le moyen le plus facile, le plus économique, le plus agréable, le plus efficace d'acquérir des connaissances utiles et variées, chacun y apprend certainement des choses dont il peut tirer parti plus ou moins directement dans ses occupations journalières. Puis les nouvelles du dehors nous placent graduellement en communauté d'intérêts ou d'idées avec les autres peuples : c'est ainsi que les préjugés et les antipathies diminuent, et que les joies de l'existence se doublent pour celui qui sait chercher dans la lecture un antidote contre les ennuis de la solitude ou un délas-

sement à la fin d'une journée de travail. Comment veut-on que notre peuple puisse lutter longtemps ou avec avantage contre les populations actives, intelligentes, inquiètes, audacieuses qui l'entourent si l'on ne l'aide pas à acquérir cette instruction usuelle et universelle que donne la lecture des journaux bien faits. Et comment peut-on avoir des journaux convenablement conduits si on ne les aide point par une circulation presque gratuite, si on n'en encourage pas la lecture en en faisant connaître les avantages. Nul ne peut être intéressé à maintenir les classes laborieuses dans l'ignorance, car le travail intelligent est, en fin de compte, le plus profitable à tous et l'on ne peut guère avoir de relations avantageuses avec ceux qui s'appauvrissent. La lecture, la lecture, on ne saurait trop insister là-dessus.

Jacqueline.—Je ne dis pas autrement, monsieur de Grosmont ; mais je vous assure que quand un homme a labouré ou scié et fendu du bois ou arraché des souches durant le jour ! il ne va pas s'arracher les yeux le soir sur un livre ou une gazette.

De Grosmont.—C'est vrai, mademoiselle mais il peut se reposer et fumer même en écoutant la lecture que peuvent toujours lui faire tour-à-tour quelques uns de ses enfants. Cela fournit des sujets d'entretien et habitue à juger des affaires du pays, des actes des hommes publics, toutes choses qui touchent plus qu'ils ne le peuvent croire à leurs intérêts matériels. Ainsi cette question du Pacifique que vous redoutez tant, est, pour le peuple, d'une plus d'importance qu'il ne le saurait croire. De la manière dont sera conduit ce grand travail peut dépendre le montant des taxes qu'il faudra payer sur les objets dont tout le monde a besoin, mais que se procurent moins facilement ceux qui travaillent le plus. De là peut provenir une gêne graduelle surtout pour la classe des cultivateurs. Les taxes sur les marchandises et denrées étrangères augmentent le coût de la vie mais n'augmentent pas les récoltes ni le prix des produits de nos terres. Alors nos jeunes gens vont, loin du pays chercher des gages que vous ne pouvez leur payer. Les dépenses du gouvernement s'accroîtront d'une manière alarmante si nos ministres, pour garder le pouvoir, séduisent nos représentants en remplissant inutilement les bureaux publics de leurs créatures.....

Jacqueline.—Ça par exemple c'est scan-

daleux et les honnêtes gens devraient s'entendre pour y mettre fin. Tenez, monsieur de Grosmont, puisque vous en êtes là-dessus je veux vous faire une question. Je n'aurais pas voulu en parler devant nos voisins, mais, comme vous êtes un homme d'âge, cela se peut dire entre nous, je pense, sans qu'il y ait de mal.

Mademoiselle Jacqueline va regarder à la porte, à la fenêtre et s'étant assurée que personne ne peut l'entendre elle se rapproche et reprend à voix basse :—Ces créatures du gouvernement sont-elles mariées ??

Monsieur de Grosmont allait sans doute répondre lorsque la porte s'ouvrit brusquement et donna passage à la plupart des habitués de la maison qui étaient rencontrés au bureau de poste. Leui qui, pour les gens curieux de nouvelles, remplace le cabinet éditorial des journaux dans les petites villes.

Boudin déchire l'enveloppe de son journal, met ses lunettes, s'approche de la lumière, puis s'écrie tout-à-coup :—C'est comme je vous le disais : le gouvernement est sûr de remporter la victoire. Ceux qui sont dans les secrets du parti conservateur m'avaient toujours assuré cela, mais les vantardises de ces bavards de libéraux, tant rouges que nationards, m'avaient un peu ébranlé et je craignais presque que le mensonge, l'intrigue et les doctrines dangereuses ne l'emportassent sur la vertu. Aujourd'hui je suis tranquille, car mon journal, l'organe reconnu du ministère, annonce que l'administration va vaincre encore comme dans ses plus beaux jours. Elle est sûre d'une majorité de douze à quinze voix, majorité, qui, une fois le moment critique passé, s'augmentera bientôt de nombreuses adhésions.

Bistouri.—Eh ! mon savant confrère, vous en rabattez ; c'est mauvais signe. Il me semble qu'à la fin de la dernière session vous aviez trente-cinq voix de plus que nous. Et si de ce nombre on soustrait les vingt-sept moutons marqués SHA, ainsi que les ministres accusés, on trouve que cette fameuse majorité ne se compose que de gens qui n'ont plus leur libre arbitre.

Quenoche.—Des moutons marqués chats ! que diantre voulez-vous dire par cette nouvelle imagination ?

Bistouri.—Tiens ! vous ne connaissez pas cette histoire ! Elle court les rues. Il paraît qu'on a trouvé une liste des membres du parlement dont les noms étaient accompagnés de lettres et des signes divers

pour indiquer sans doute les catégories des parties ou coteries dans lesquelles on les avait classés. Quelques uns avaient des croix noires, d'autres des étoiles rouges et vingt-sept portaient en encre bleue les lettres S. H. A. On ne savait trop ce que cela pouvait signifier lorsqu'un plaisant s'écria : ce doit être la marque de Sir Hugh Allan, ce sont les vingt-sept moutons qu'il a enlevés du troupeau de Sir George Cartier en les faisant passer par dessous la olôture.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Eh ! les vieux proverbes sont bien toujours vrais. *Clôture dorée vaut mieux que bonne renommée.*

Boudin.—Rira bien qui rira le dernier. Voici l'un des correspondants de ma gazette qui écrit de la capitale que nous sommes sûrs du succès ; donc je suis tranquille. Ces gens-là, voyez-vous, puisent les choses à bonne source.

Bistouri.—Oui, mais voici, un correspondant de mon journal qui écrit aussi de la capitale ce qui suit : “ D'après des renseignements que l'on peut regarder comme certains, je crois pouvoir vous assurer que l'opposition emportera un vote de non-confiance contre le ministère par une majorité d'au moins six voix que des circonstances favorables pourraient porter à dix et même davantage, à moins toutefois que les tentatives effrénées de corruption que font les ministres, auprès de plusieurs membres du parlement par l'entremise d'agents que l'on peut toujours désavouer au besoin ne viennent changer la face des choses.

De Grosmont.—C'est bien toujours la même histoire, satanchien ! nous serons vainqueurs si nous ne sommes pas battus. Serait-il donc vrai que la corruption ait gangrené tout le monde, depuis le simple électeur jusqu'aux plus hauts ministres, au point qu'on ne puisse jamais savoir sur qui compter. Quelle décadence depuis les hommes de l'ancien temps. Qu'en dis-tu mon brave ami Bonsens ?

Bonsens.—Hélas ! Il y a des traîtres dans tous les pays et dans tous les temps, je pense ; car les hommes ont toujours été séduits par l'attrait des richesses facilement acquises. Le pouvoir a de grandes séductions et les hommes qui le possèdent longtemps ne tardent pas à s'en servir pour éterniser leur domination. Voilà pourquoi la monarchie absolue et héréditaire est toujours le rêve secret des hommes qui, sous

le titre honorable mais décevant de conservateurs, entretiennent, sans s'en douter peut-être, des tendances rétrogrades. Ainsi dans notre patrie même voyez les hommes qui ont atteint aux plus hautes positions de notre monde politique, ils ne sont sortis de la foule qu'en proclamant leur amour de la liberté, en jurant de la défendre à tout prix. Puis arrivés près du sommet ce beau feu patriotique s'est éteint peu-à-peu, les titres, les flatteries les ont étourdis et ce qui leur restait d'énergie s'est épuisé en efforts presque surhumains pour se cramponner à des charges qu'ils déclaraient superflues quand ils ne les voyaient que de loin. C'est cet amour déréglé du pouvoir qui nous a valu le scandale dont je vous'ai si longuement entretenus.

Jean-Claude.—Mais il n'y a donc pas de remède si, comme vous dites les hommes sont toujours les mêmes. Il vaut donc mieux laisser faire, fermer les yeux et tirer son épingle du jeu tant bien que possible. On vit plus tranquille comme ça qu'à se morfondre pour les autres qui ne vous en savent pas gré.

Bonsens.—Mon ami, les hommes sont les mêmes, mais ils passent. La société reste mais doit changer avec les temps et les besoins nouveaux. Les institutions destinées à protéger chacun sont sous la sauve garde de tout le monde. On ne les peut conserver qu'au moyen de la plus grande vigilance et un peuple qui demeure indifférent sur les affaires publiques ne peut guère se plaindre si elles tournent contre lui. Accordons des honneurs, la richesse même aux hommes que nous chargeons de défendre nos intérêts; mais soyons exigeants sur la manière dont ils s'acquittent de ce devoir.

François.—Je comprends cela je crois et je me promets bien de veiller au grain la prochaine fois qu'on me demandera mon vote; mais continuez donc à nous expliquer ce scandale du Pacifique dont j'ai hâte de savoir la fin.

Bonsens.—Volontiers. Quant à la fin nous la connaissons bientôt. Un de mes anciens amis, camarade d'école, actuellement en voyage à Ottawa pour l'achat de bois de construction, m'a promis que, si ses affaires le retenaient dans la capitale jusqu'à l'ouverture du Parlement, il me tiendrait au courant de ce qui pourra s'y passer d'intéressant. Ainsi nous saurons à quoi nous en tenir, car je puis vous assurer qu'il ne nous dira que ce qu'il aura

vu lui-même. Mais revenons à notre sujet, celui des méfaits ministériels. Vous vous rappelez que, par suite d'un plan fort habilement conçu et mis à exécution par le premier ministre aidé du gouverneur lui-même, l'enquête exigée par la chambre des communes n'eut pas lieu et que Monsieur Huntington publia les lettres de Sir Hugh Allan aux capitalistes américains, détaillant les moyens dont il s'était servi pour mettre les ministres et le parlement sous son contrôle. Les ministres, leurs gazettes et monsieur Allan nièrent positivement l'accusation portée contre eux. Monsieur Huntington n'avait alors plus d'autre ressource que de compléter sa preuve. Il publia des dépêches télégraphiques des ministres demandant de l'argent à monsieur Allan d'après les conventions convenues avec lui. Et ils n'y allaient pas de main-morte. Sire Cartier demandait pour lui-même, pour Sire John MacDonald, pour monsieur Langevin. Sire John écrivait: "Envoyez-moi encore dix mille piastres, je ne vous en demanderai plus; mais ne m'abandonnez pas." Ils eurent ainsi près de deux cent mille piastres! sans compter plus de cent cinquante mille autres piastres que Sire Allan dit avoir distribuées lui-même!

Boudin.—Mais s'il plait à ce généreux Sire Allan de donner de l'argent pour aider ses amis dans les élections, il en est bien le maître, et je ne comprends pas pourquoi l'on fait tant de bruit pour rien. Moi-même j'ai souscrit pour aider aux candidats de mon parti.

Quenoche.—Oui, c'est vrai, et même je me suis laissé dire qu'à l'avant-dernière élection vous aviez souscrit vingt-huit livres dix, et quand le trésorier du comité est allé vous les demander vous avez voulu les lui payer en patates, mais je n'en dis rien, vu qu'on ne vous donnera pas un bien gros contrat pour ça.

Jean-Claude.—Quant à moi ces cent et cent mille piastres de Monsieur Allan ne me paraissent pas naturelles; c'est comme si un cordonnier me donnait vingt-cinq livres pour le simple plaisir que je n'aie pas me faire faire une paire de bottes chez un autre, ça ne me semblerait pas bien clair, et si j'étais conseiller de la paroisse et qu'il aurait fait une soumission pour entretenir les fossés du chemin de ligne ça ne me semblerait pas bien honnête.

De Grosmont.—Satanchien! tu as mis le nez dessus.

Bonsens.—Les gazettes qui avaient été

accusées d'avoir reçu de l'argent nièrent effrontément la chose et les propriétaires de celle du docteur Boudin allèrent même jusqu'à déclarer sous serment que jamais ils n'avaient reçu, ni directement, ni indirectement, ni comme prêt, ni comme don aucun argent de Sire Allan. Oui ils jurèrent cela et pourtant ce même monsieur Allan avait écrit qu'il leur avait laissé avoir six mille piastres. Il y avait donc des parjures quelque part. Je ne sais qui mentait mais le journal a déclaré que Sire Allan était l'homme le plus digne de confiance de la province et que lui seul avait droit au contrat du chemin de fer du Pacifique. Quant à moi je n'attache pas la moindre importance à cette partie du scandale, car enfin les imprimeurs ne gouvernent pas le pays et ceux qui les emploient peuvent leur payer leur ouvrage sans qu'on ait le droit d'y trouver rien à redire. Or il fallait que ces messieurs crussent eux-mêmes s'être prêtés à une bien mauvaise action pour l'avoir niée aussi solennellement. Je ne sais pas par exemple si le docteur Boudin croira désormais avec autant de ferveur ce que lui dit sa feuille favorite.

Boudin.—Eh ! les autres en feraient tout autant si elles en avaient l'occasion. Que dites-vous par exemple des gens qui font voler les lettres secrètes des ministres pour prouver qu'ils sont coupables d'actions criminelles ?

De Grosmont.—Satanchien, docteur, pourquoi les ministres écrivent-ils des lettres dont ils ont honte lorsqu'elles sont publiées. Il me semble que si un coquin tuait un voyageur, d'un coup de bâton, pour le dévaliser et si l'on ne pouvait pas prouver le crime sans ce bâton là, celui qui défonce sa porte et apporterait le bâton couvert de sang et correspondant aux blessures du défunt, rendrait un grand service au public. Il est vrai que c'est mal d'enfoncer une porte et que l'on peut être puni pour ça ; mais ne croyez-vous pas, docteur, que c'est encore plus mal de tuer et de voler et que la découverte d'un crime aussi affreux excuse la perte de quelques planches. Que les ministres n'écrivent pas de lettres criminelles et personne ne voudra commettre la faute de les soustraire.

Languille.—Permettez, Monsieur De Rougemont, la loi doit être suprême et il faut la faire respecter. Quant à moi si j'étais procureur-général je sévirais rigou-

reusement contre ceux qui violent le secret de la correspondance. Il est vrai qu'en ma qualité de simple avocat je ferais mon possible pour les faire acquitter. J'irais même jusqu'à démontrer clairement que s'ils ont eu pour objet de protéger la société contre les méfaits de ses défenseurs naturels, mes clients sont non seulement excusables mais encore qu'ils ont droit à des récompenses nationales.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Et moi je dis qu'il devrait être défendu d'être avocat. Ces gens-là me troublent la cervelle. Si j'en entends un il me semble qu'il a raison et quand j'écoute l'autre qui dit le contraire je crois qu'il a droit aussi, mais, monsieur Languille, vous les battez tous puisque vous me faites croire qu'une chose est bien et mal tout à la fois.

Languille.—Sublime résultat de l'étude et de l'éloquence ! pourtant malgré tout ça, mon cher Quenoche, on n'apprécie que médiocrement mes mérites. Et j'en doute quelquefois moi-même, car tel que tu me vois, je suis encore à la recherche de la vérité, c'est-à-dire de la richesse.

Bonsens.—Cette terrible affaire du Pacifique a éclaboussé toutes sortes de gens. Des ministres comblés de titres ont tendu la main et sollicité des pourboires comme des garçons d'auberge ; des financiers ont juré qu'ils donnaient des trésors par pure sympathie politique ; des représentants se sont vendus pour acheter des électeurs et se revendre eux mêmes de nouveau ; des journalistes ont déclaré que leur plume et leur papier étaient à celui qui les payait le mieux tout en jurant qu'ils n'avaient rien touché ; des présidents de banques ont donné des reçus pour des sommes énormes et affirmé qu'ils l'avaient fait ingénement et sans savoir ce dont il s'agissait.

Languille.—Eh ! sac-à-papier, comme disait mon patron, l'on a vu des rois épouser des bergères.

De Grosmont.—Satanchien, je ne crois pas qu'ils aient fait longtemps bon ménage.

Bonsens.—Il y a donc eu de dépensé par Sire Allan à la demande des ministres, tant en sommes payées à eux-mêmes et à des représentants qu'en dépenses inconnues, près de quatre cent mille piastres. Je ne vous parle là que de ce qui a été prouvé, parce que monsieur Allan en a demandé le remboursement. Il est bien probable que d'autres gens qui ont de gros contrats en voie d'exécution ont dû contribuer leur quote-part afin de maintenir au pouvoir

ceux qui leur ont accordé ou dont ils attendent des faveurs. Il est évident que ces gens doivent se rembourser à même le trésor public. Ces choses ne font de bruit que quand le hasard les fait découvrir et s'oublient du reste bientôt. Mais ce qui est beaucoup plus grave à mes yeux dans l'affaire qui nous occupe, c'est que le gouvernement s'est permis des mesures arbitraires pour empêcher l'examen des accusations portées contre lui. Le parlement qui devait se réunir le 13 août pour recevoir le rapport du comité d'enquête qui s'était lui-même ajourné à cette date pour recevoir de nouvelles instructions, fut brutalement congédié malgré le protêt des membres présents. Cela était d'autant plus répréhensible que le gouverneur y prêta son autorité. Toute accusation portée contre les ministres doit être jugée par le parlement dont il tient son pouvoir. Toute déviation à cette règle est un acte tyrannique qui met en danger l'existence même du corps représentatif et nul monarque britannique n'oserait de nos jours tenter pareille chose.

De Grosmont.—Et je crains bien, satanchien, que tant que nous serons de simples colons nous ne soyons traités de la même manière. Si nous avons eu un gouverneur électif, c'est-à-dire, tenant son pouvoir du peuple qui le paie, il n'aurait pas osé se narguer ainsi de nos représentants. Tant que nous ne serons pas nos propres maîtres nous ne ferons que barbotter dans une politique marécageuse où nos meilleurs citoyens s'embourberont les uns après les autres.

Boudin.—Oh ! que le levain du vieux rebelle suinte bien à travers toutes vos paroles. Mais j'espère que nos chefs conservateurs vont bientôt mettre bon ordre à ces calomnies des rouges et du démon leur inspireur ordinaire. La commission royale, nommée par nos honorables ministres, va faire briller leur innocence et la majorité des représentants bien pensants va faire bonne justice des ambitieux éhontés qui n'ont pas craint de mettre sur la réputation sans tache de nos dignes chefs leurs mains avides et souillées.

Languille.—Il me semble avoir lu déjà cette phrase quelque part. Dix lignes à 10 centins, c'est une piastre. Il n'en faut que quatre mille comme cela pour payer un billet. Si on m'avait soldé mes discours à ce taux il n'y aurait pas assez de chiffres dans l'arithmétique pour représenter ma

fortune. Oh ! les brigands ils me paieront cela.

Quenoche.—Mais s'ils vous paient, continueront-ils à être des brigands ? Ce m'est avis que vous changeriez d'idée là-dessus.

Languille.—Tiens veux-tu que je te le dise, mon ami Quenoche, le mariage t'a gâté. Tu as perdu cette naïve simplicité qui faisait le charme de ta compagnie. Aujourd'hui tu te permets de raisonner et tu pousses l'audace révolutionnaire jusqu'à me lancer des pointes. Prends-y garde : ma robe d'avocat recouvre un vrai bosquet de chardons, et qui s'y frotte s'y pique.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Eh bien je vous répondrai que j'ai une peau dure recouverte de bonne étoffe du pays. Je crois qu'avec cela on peut se frotter à vos épines. Il y a pourtant une chose qui me surprend. Monsieur de Grosmont nous a conté l'autre soir comment les gens de Québec ont fait échapper les prisonniers américains de la citadelle puis du pays. Le gouvernement devait avoir pourtant à son service bien des avocats car cette engageance ne date pas d'hier. J'aimerais bien à savoir comment ils ont pu éviter toutes les embuches qu'on a dû leur tendre. Ils doivent avoir couru bien des dangers, ces pauvres gens ?

De Grosmont.—Je crois bien, satanchien, qu'ils en ont couru, et de toutes les sortes encore. Tantôt on les mettait dans des armoires sous des tas de robes de femmes ou de buffle ; tantôt on les cachait dans des greniers, dans des hangars, dans des tonneaux.....

Quenoche.—Tiens c'est comme il est arrivé en 1837 à un certain docteur de notre paroisse, du moins à ce que j'ai entendu rapporter. Il avait parait-il assisté de loin à la grande assemblée des patriotes, de sorte, que quand le gouvernement commença à faire arrêter les habitants soupçonnés de rébellion il vécut dans une terreur sempiternelle. Au moindre bruit il courait se cacher dans sa cave. Un jour que passait dans la route un marchand de ferblanterie dont le cheval avait pris l'épouvante, le docteur crut que c'était une escadre de cavalerie qui était à sa recherche et il sauta dans une vieille tonne de mélasse où des guêpes s'étaient réfugiées avant lui. Il en sortit, comme vous devez penser, plus vite que je ne vous le raconte. Jamais il n'avait été à si douce fête.

Boudin.—C'est un mensonge. Un infâme mensonge comme tous les libéraux

en inventent contre les conservateurs. Ce n'est pas dans une tonne de mélasse que je sautai. C'était un vieux boucault de sucre qui se trouvait là et ce n'est pas la peur des guêpes qui me fit sortir aussi vite ; mais un sentiment d'humanité. Il s'y trouvait une chatte avec ses six pauvres petits.

Quenoche.—C'était donc vous, docteur ? Eh ! je n'en savais rien, j'avais entendu conter l'histoire sans savoir à qui l'affaire était arrivée ; je vous demande bien excuse docteur. Mais, continuez donc monsieur Grosmont.

De Grosmont.—Un jour nos amis étaient réfugiés chez un boulanger, patriote zélé, mais sur qui les soupçons de la police étaient fort éveillés. Un de nos partisans nous fit tenir la nouvelle que les militaires se préparaient à venir faire une visite chez lui, sous prétexte d'y rechercher des armes. C'était en plein jour ; le danger était grand car il était impossible de faire esquiver les proscrits. Quelqu'un eut subitement une de ces heureuses inspirations qui ne peuvent venir que de la providence. On fit chauffer sur un poêle presque rouge la plaque de fer qui sert de porte au four à cuire le pain. Vers midi les rues environnantes se remplirent de troupes. On fit entrer les deux fugitifs dans le four, qui était froid, cela va sans dire, et où ils se blottirent à plat ventre. On plaça la porte brûlante sur l'ouverture et l'on attendit. Je n'ai pas besoin de vous apprendre que le cœur nous battait. Au bout de quelques minutes les troupes entrèrent et se mirent à fouiller partout ; à frapper le sol de leurs crosses de fusil ; à plonger leurs bayonnettes sous les lits et dans les armoires. Tout d'un coup l'un des soldats s'écria : "Ils sont peut-être dans le four." Le commandant se précipita dans cette direction et mit la main sur la porte où il se brûla les doigts de la belle manière. Il s'écria qu'il garantissait bien que personne ne pouvait être là ; puis il donna ordre à ses hommes de reprendre leur route vers les casernes. Vous pouvez croire qu'il se but ce soir là plusieurs bouteilles de jamaïque pour calmer les terribles émotions que nous avons éprouvées.

Languille.—Quand vous contez des histoires comme celle-là, monsieur de Grosmont, vous devriez avoir dans vos poches quelques petits cruchons de cette liqueur réconfortante, car je vois que nos amis Jean-Claude, François et Quenoche ne sont pas encore remis de l'émotion qu'ils ont eue en vous écoutant.

François.—Je ne m'en cache pas ; il y allait de leur vie, car je pense bien qu'on les aurait pendus si on les avait attrappés.

Boudin.—Et l'on aurait bien fait. Des gens qui après avoir voulu renverser le gouvernement se permettent encore de se moquer de lui.

Quenoche.—Vous les auriez donc dénoncés si vous aviez connu le lieu de leur retraite ?

Boudin.—Je les aurais livrés par devoir envers ma souveraine, mais je n'aurais pas accepté l'argent offert en récompense.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Eh ! bien c'est que vous n'êtes pas un conservateur de l'école d'aujourd'hui. Je m'en veux d'avoir parlé de la tonne de mélasse. Mais, monsieur Bonsens, pour en revenir au Pacifique, serait-il vrai, comme on le dit, que le Gouverneur Général a tout fait de ses pieds et de ses mains pour s'excuser en Angleterre d'avoir aidé ses ministres à cacher leurs abominables manigances ?

Bonsens.—Je vous ai expliqué déjà les raisons qui ont dû le pousser à agir comme il l'a fait. Il avait sans doute des instructions pour cela. Mais j'espère que le parlement qui siège en ce moment fera bonne justice des corrupteurs qui pour cacher des fautes graves en ont commis de plus coupables encore.

Bistouri.—Mais, monsieur Bonsens, vous ne dites rien à nos amis de cette commission royale chargée de faire une enquête minutieuse sur la conduite des ministres, sur les coupables intrigues ourdies entr'eux pour se procurer de l'argent à l'approche des élections ?

Bonsens.—C'est vrai. J'allais oublier la partie de cette vilaine affaire qui est la plus importante puisque qu'elle a prouvé la culpabilité des ministres bien qu'ils aient eu recours à ce tribunal pour démontrer leur innocence. Vous savez quels efforts ont faits les accusés pour éviter l'examen des accusations portées contr'eux. Je vous ai dit comment le parlement fut violemment renvoyé afin de détruire son comité et mettre ainsi fin à toute recherche de la vérité. Mais ce coup d'état inouï depuis que les gouverneurs de notre province dissolvaient la chambre d'assemblée après avoir pris l'argent public sans son consentement, souleva l'indignation de tous les honnêtes gens..

Boudin.—Vous direz ce que vous voudrez, les ministres de la reine ont déclaré que le gouverneur avait agi constitutionnellement ainsi de quoi vous plaignez vous ?

A continuer.